

Le rapport Secafi confirme la mauvaise passe de PSA

Source L'Usine Nouvelle 11 octobre 2012

Dans les premiers échanges avec les syndicats, le cabinet d'experts Secafi, qui doit leur remettre aujourd'hui ses premières conclusions, a fait état d'une situation financière dégradée, ce qui confirmerait le plan de restructuration et la fermeture du site d'Aulnay. La CGT n'est pas de cet avis appelle les salariés à poursuivre la mobilisation.

PSA brûle bien 200 millions d'euros de cash par mois. Si, à la mi-journée, le volet financier du rapport Secafi n'avait pas encore été remis aux syndicats du groupe automobile, les premiers échos vont dans le sens du diagnostic dressé par le président Philippe Varin en juillet dernier qui faisait état d'une nette dégradation des performances annuelles du constructeur automobile.

"Si rien n'est fait, Peugeot va dans le mur"

Ce premier état des lieux du cabinet d'experts, mandaté par le comité central d'entreprises, validerait donc le plan de restructuration qui prévoit 8000 suppressions d'emplois et la fermeture du site d'Aulnay en 2014.

"Si rien n'est fait, Peugeot va dans le mur", a insisté Secafi, cité par les syndicats. Le cabinet aurait ajouté que la situation de PSA est d'autant plus inquiétante après la nouvelle dégradation de sa note par Moody's.

Toujours de sources syndicales, la directrice générale de Secafi Nadia Ghedifa aurait indiqué que des restructurations étaient donc bien nécessaires.

Les syndicats, qui jugeaient incomplet le rapport Sartorius commandé par le gouvernement et remis en septembre dernier, avaient pourtant réclamé l'avis de Secafi pour pouvoir remettre en cause le plan prévu par la direction de PSA.

Pour la CGT, le rapport relativise la situation financière de PSA

Avant la fin de la réunion entre Secafi et les syndicats, la CGT s'est fendue d'un communiqué dans lequel elle indique que *"cette première partie du rapport nuance et relativise la situation financière de PSA"*. Le syndicat reste donc opposé au plan de restructuration, appelle à la poursuite de la mobilisation.

Après consultation du rapport et pour montrer que la direction de PSA a utilisé des chiffres tronqués pour justifier son plan, la CGT met en avant de nombreux éléments.

Elle affirme par exemple que *"les résultats du 1er semestre 2012 sont faussés par un jeu de provisions "non courantes" très lourd"*. Ainsi, la perte de 745 millions d'euros s'expliquerait par 612 millions d'euros de "provisions exceptionnelles" et par "un niveau d'investissement record" (de 1,1 milliard d'euros en 2010 à 2,2 milliards en 2012).

Le syndicat explique aussi que PSA reste un groupe peu endetté (à hauteur de 2,3 milliards d'euros) par rapport à ses concurrents.

Enfin, la CGT conclut sur *"les véritables raisons d'une situation tendue"*. Elle énumère ainsi ses reproches à la direction, citant tour à tour la politique de rachat d'actions et de dividende, la mondialisation du groupe à marche forcée, le haut niveau de marge de PSA qui pénalise des ventes déjà moribondes en Europe et le choix d'arrêter les exportations vers l'Iran.